

# LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 21 SEPTEMBRE 2017

## SOMMAIRE

- 1) Marche arrière
- 2) Il le prépare
- 3) Les macronistes dépensent à tout va nos sous !
- 4) Elle pronostique un éclatement de la majorité
- 5) Un cadeau fiscal de plus au monde de la finance
- 6) Les autres sont des cons...
- 7) Le vide sidéral...



Diez Gérard La Presse en Revue

**I) Réforme du Code du travail. CFDT, CFTC et Unsa jugent le projet « déséquilibré »**



Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT. | David Ademas - Ouest France

Le projet de réforme code du travail est « déséquilibré », « au détriment des salariés », en « facilitant les licenciements » ou « en imposant » une instance unique de représentation des personnels dont les moyens ne sont pas garantis, ont dénoncé mardi les numéros un de la CFDT, de la CFTC et de l'Unsa.

Le gouvernement doit « ajuster les ordonnances et décrets d'application qui viendront afin de donner les moyens » au dialogue social, réclament Laurent Berger (CFDT), Philippe Louis (CFTC) et Luc Béritte (Unsa), dans une tribune parue sur le site des Echos.

Cette tribune est publiée à l'avant-veille d'une mobilisation lancée par la CGT, Solidaires et l'Unef, pour dénoncer les ordonnances, à laquelle ils ne s'associent pas.

« Le gouvernement avait toute légitimité de légiférer par ordonnance pour réformer le marché du travail. Mais il l'a fait au détriment des salariés », écrivent les trois leaders, trois jours avant la présentation des ordonnances en conseil des ministres. Le gouvernement « peut encore - et il doit - changer de trajectoire », insistent-ils.

#### Licenciements « facilités »

Les trois syndicalistes dénoncent le fait que les ordonnances vont « faciliter » les licenciements, « au point d'imposer à la justice prud'homale une limitation des indemnités versées aux victimes de licenciements illégaux ».

Autre critique : la décision de fusionner des instances représentatives des personnels, « sans garantir les moyens » que l'entité fusionnée et ses élus « auront pour exercer leurs missions ».

Dernier exemple: la possibilité de négociation sans organisation syndicale dans les entreprises jusqu'à 50 salariés. Ces mesures « déséquilibrent le texte au détriment des salariés », critiquent-ils.

Ce « déséquilibre détourne la loi d'une de ses fonctions protectrices : rétablir des conditions de justice (...) car, de par le lien de subordination qui les relie, salarié et employeur ne sont pas dans une relation d'égalité et il revient à la loi et aux organisations syndicales, par leur présence dans les entreprises, de le compenser ».



## II) Comment Mélenchon prépare son média insoumis

Sophia Chikirou et Gérard Miller, deux proches du député de Marseille, travaillent en ce moment au lancement d'un média "indépendant".



Jean-Luc Mélenchon, le 18 juin, à Marseille. (LILIAN AUFFRET/SIPA)

Marie Guichoux et Rémy Dodet

Inspirés par la Tuerka, la télévision lancée en Espagne il y a quelques années par le mouvement Podemos, des proches de Jean-Luc Mélenchon travaillent actuellement au lancement d'un nouveau média, avec pour objectif de commencer à diffuser en janvier 2018.

Un temps évoquée, l'idée d'élargir la chaîne Youtube de Jean-Luc Mélenchon a finalement été laissée de côté. Si l'option du support internet est bien retenue, le média prendrait davantage la forme d'un "pure-player avec des programmes audiovisuels", selon l'un des artisans du projet. Pas question de donner le sentiment de lancer une "Télé Mélenchon" comme Hugo Chavez avait la sienne, explique-t-on à la France Insoumise. L'idée est plutôt un "contre-média" destiné à élargir la diffusion de ses idées et de prévenir toute critique de personnalisation et de culte du chef.

*"Nous voulons un média complètement indépendant qui pourrait avoir un financement sous forme de mécénat, avec la participation d'associations et d'ONG", raconte ainsi un membre de l'équipe.*

Un autre évoque la forme d'une SCOP (Société coopérative et participative, NDLR). Le projet n'a pas encore de studio mais déjà un générique. Des entretiens ont lieu pour réunir une "équipe de pros".

Deux très proches de Jean-Luc Mélenchon sont à la manœuvre : Sophia Chikirou, trentenaire passée par le Parti socialiste et qui est allé étudier la campagne pour l'investiture démocrate du sénateur américain Bernie Sanders. Ainsi que le psychanalyste et chroniqueur Gérard Miller, auteur d'un documentaire sur l'ex-candidat à la présidentielle publié sur France 3 en janvier dernier.

La journaliste Natacha Polony pourrait "venir greffer son média, Polony TV, sur le projet, explique un cadre de la France Insoumise. On sait que des gens sont rebutés par la personnalité de Jean-Luc Mélenchon, alors on veut ouvrir les vannes, faire un média le plus ouvert possible." La FI dévoilera prochainement les noms des personnalités politiques et du monde de la culture qui soutiennent le projet. A l'université de rentrée de la France insoumise à Marseille, lors d'une conférence intitulée "Faut-il dégager les médias ?", le politologue et ex-chroniqueur sur RMC Thomas Guénolé ne cachait pas son enthousiasme pour un tel projet : "Une contre-société existe déjà. C'est vous, c'est nous et en fait nous sommes déjà des millions. Donnons à cette contre-société son propre espace audiovisuel. C'est un combat culturel".

Marie Guichoux et Rémy Dodet

[nouvelobs.com](http://nouvelobs.com)

## III) Exclusif - Le séminaire "team building" des députés macronistes : 250.000 euros aux frais du contribuable

Par Étienne Girard

Le séminaire des députés LREM, clos ce mardi 19 septembre, a innové en proposant aux élus des jeux de rôle et des mises en situation. Un esprit "start up" particulièrement onéreux pour le groupe et donc le contribuable, comme le révèle en détail "Marianne"...

Des députés qui se prêtent à un jeu de rôle, un foulard sur la tête, en prononçant des mots-concepts en anglais, cela aurait pu être un sketch des Monty Python. La scène a pourtant bien eu lieu ce lundi 18 septembre, aux Docks d'Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis, où les députés macronistes organisaient, jusqu'à ce mardi, un séminaire politique d'un genre nouveau. Le séminaire "teambuilding".

Au menu, pas le moindre discours à la tribune, mais une succession d'ateliers inspirés par l'univers des "start-up". Autour de thèmes tels que "se rencontrer et commencer à construire une aspiration de groupe" ou "Nous et notre écosystème", près de 290 élus du parti d'Emmanuel Macron (sur 313) ont échangé de façon ludique... pour faire avancer leurs idées. "Le double objectif, c'est de préparer la rentrée législative avec des ateliers sur le fond, mais aussi de construire un esprit de groupe, car chaque député ne connaissait pas plus de 15% de ses collègues avant de venir", explique à Marianne le député Frédéric Descrozaille, membre du groupe de travail qui a organisé la réunion. Le député du Rhône Bruno Bonnell, qui a lui aussi été associé à l'opération, revendique l'originalité de la démarche, dans un monde politique souvent conformiste : "Innover, c'est une de nos missions politiques et on n'a pas fini de vous étonner".

Et ce séminaire détonne surtout par son coût astronomique, qui n'a rien à envier aux plus beaux meetings de "l'ancien monde". Réunir près de trois cents personnes sur 8.000 mètres carrés pendant deux jours, n'a, il est vrai, jamais été gratuit. La note de ce grand raout macroniste est tout de même particulièrement salée. Selon nos informations, ce séminaire politique a coûté la bagatelle de 250.000 euros au groupe LREM. Une somme à la charge du contribuable puisque le groupe parlementaire est entièrement financé par l'Assemblée nationale...

### "200.000 euros de logistique"

Un des députés organisateurs de l'événement détaille la note auprès de Marianne : "200.000 euros pour la logistique et équipements (docks, notamment) et 50.000 euros pour la partie "innovation" (recours au prestataire)". Ces 250.000 euros correspondent par exemple au coût d'un meeting de Nicolas Sarkozy devant 1.000 personnes, pendant la campagne électorale de 2012.

Guillaume Gouffier-Cha, le trésorier du groupe, confirme ce chiffre et explique que la location des lieux a coûté extrêmement cher : "Il n'y a pas eu de folies, mais la location des Docks, c'est un coût important. Cela revient à 150.000 euros environ".

Ce qui paraît faramineux. "Dans un premier temps, on avait imaginé faire ça à l'Assemblée mais ce n'était vraiment pas pratique pour travailler de façon participative comme on le voulait", précise encore le député. Ballot pour le contribuable. Quant au budget restauration, il s'élève à 25.000 euros environ. La note aurait par ailleurs pu être encore plus salée puisque les huiles de LREM avaient dans un premier temps envisagé de délocaliser leur séminaire en province, avant de se rendre compte que les coûts de logement auraient été énormes. Résultat, la banlieue parisienne a été privilégiée et les députés se sont logés à leurs frais.

A titre de comparaison, la location de l'Espace Encan de La Rochelle pour l'université d'été du PS en 2014 a coûté 140.000 euros pour trois jours, selon Capital. Pas offert non plus, mais les socialistes accueillaient cette année-là 4.000 militants, ce qui suppose des coûts de sécurité incomparables.

### Appel d'offres

Le recours au prestataire a lui été décidé après un appel d'offres du groupe LREM, passé fin juillet. Alors que quatre candidats s'étaient manifestés, c'est la société Up&Co, spécialisée dans l'organisation de séminaires d'entreprise qui l'a emporté. Cette entreprise, dirigée par Benjamin Gratton, fondateur de l'institut de sondages Opinion Way, a elle-même eu recours à d'autres prestataires. "Le prix comprend quatre demi-journées de préparation du séminaire et il y avait quatre personnes en permanence aux Docks", précise Laurent Pietraszewski, un des députés membres du groupe de travail qui a organisé le séminaire.

Pour ce prix, Up&Co a donc longuement préparé le séminaire et assurera aussi un debriefing approfondi. La société a également proposé aux députés l'organisation de deux ateliers ludiques, ce lundi. Dans le premier, les parlementaires devaient marcher dans la grande salle des Docks, au hasard, au son d'une musique entraînante. Quand la musique s'arrêtait, ils devaient se rapprocher de la personne la plus près d'eux et discuter durant une minute avec elle autour d'une idée telle que "votre principale motivation en tant que député".

Le deuxième atelier consistait en un jeu de rôle. Il proposait aux députés de se mettre dans la peau du gouvernement, du parti macroniste, des résidents de leur circonscription ou de rester eux-mêmes. Certains devaient porter un foulard, dont la couleur dépendait du rôle. Charge aux petits groupes de décrire les attentes et les missions de chaque entité. Pas donné, l'esprit "start-up". annonce à visée analgésique : lundi, le ministre des Comptes publics a fait savoir dans le Monde que seuls 1 600 postes de fonctionnaires seraient supprimés en 2018, tout en assurant que ces derniers « n'ont pas de raison d'être inquiets ». Pas sûr que ce coup de frein suffise toutefois à les rassurer.

Amandine Cailhol



## IV) La députée LREM Brigitte Bourguignon pronostique un éclatement de la majorité à l'Assemblée



Brigitte Bourguignon, poumon gauche de la majorité. © JACQUES DEMARTHON / AFP



Victor Dhollande-Monnier  
victor.dhollande@europe1.fr

MA MAJORI-T VA CRACK-ER - Brigitte Bourguignon sera l'une des élues La République en marche (LREM) en vue dans les prochains mois. Avec la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, qu'elle préside, elle examinera bientôt la réforme de la formation professionnelle puis celle des indemnités chômage.

Après avoir coordonné l'examen de la loi d'habilitation pour la réforme du code du travail cet été – non sans frictions – l'ancienne députée socialiste veut que le gouvernement se rééquilibre à gauche. "Je ne veux pas que l'on soit seulement courageux dans le domaine économique. **Sur la question du relèvement des minima sociaux, il ne faut pas que la main tremble**", prévient-elle ce mardi 19 septembre dans L'Opinion. Mais Brigitte Bourguignon est consciente que les prochains sujets vont heurter certains élus LREM. Elle explique :

*La première fois que j'ai vu Edouard Philippe, je lui ai clairement indiqué que j'étais de gauche. La droite républicaine et la gauche pragmatique peuvent réussir ensemble mais il faut sortir des slogans. A l'Assemblée, il n'y a pas encore de véritable ligne politique. Mais au fur et à mesure que l'on va rentrer dans les vrais débats politiques, comme le budget ou la PMA, on va perdre des députés qui jugeront que la majorité penche trop à droite ou trop à gauche.*

Dans cette confiance, deux nouvelles : 1/ Il existe des députés de gauche dans la majorité. 2/ Selon Brigitte Bourguignon, "il n'y a pas encore de véritable ligne politique" au Palais Bourbon et la majorité pourrait bien éclater quand les députés devront se prononcer sur des sujets politiquement clivants. Difficile de donner tort à la présidente de la commission des affaires sociales. En effleurant à peine un sujet comme la procréation médicalement assistée (PMA), le député LREM de Seine-et-Marne Jean-Michel Fauvergue est apparu \*légèrement\* gêné pour donner son avis - alors que le gouvernement prévoit l'ouverture de la PMA à toutes les femmes d'ici 2018.

[lelab.europe1.fr](http://lelab.europe1.fr)

## V) Brexit: le gouvernement assume le cadeau fiscal aux banquiers

**Christophe Castaner a justifié la suppression de la taxe sur la dernière tranche sur les salaires des banquiers et assureurs pour profiter du Brexit.**

Geoffroy Clavel Chef du service politique du HuffPost



Charles Platiau / Reuters

Le signal n'est pas socialement correct, mais l'exécutif assume. Le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner a justifié ce mercredi sur RMC le choix d'exonérer partiellement de taxe les salaires des banques et assurances pour tenter de profiter du Brexit. "On veut faire en sorte que Paris puisse profiter du Brexit, je suis désolé d'avoir l'air cynique en disant ça, (pour attirer) toutes les entreprises et les emplois qui sont derrière", s'est-il expliqué sans s'étendre sur le message politique délicat que cela adresse après les coupes budgétaires décidées cet été.

Annoncée en juillet par le premier ministre Edouard Philippe, la mesure vise à supprimer la taxe sur la dernière tranche des salaires des banques et assurances pour favoriser un retour post-Brexit des Français travaillant dans ce secteur vers l'Hexagone. Problème: le manque à gagner fiscal pour l'Etat risque d'être plus important que prévu, a prévenu cette semaine Le Canard Enchaîné. Cette exonération devra en effet être étendue à l'ensemble du secteur, et pas seulement aux acteurs installés en Grande-Bretagne, sous peine d'être frappée d'inconstitutionnalité pour manquement au principe d'égalité devant l'impôt.

**Au moins 137 millions d'euros de manque à gagner**

"Vous ne pouvez pas traiter seulement les banques qui viennent, qui quitteraient Londres, leur donner un statut spécial et dire à la banque voisine: 'Non, toi tu as un statut différent', il y a un principe d'égalité", a défendu Christophe Castaner sans confirmer si cette mesure serait inscrite dans le budget 2018 qui sera présenté la semaine prochaine.

La taxe sur les salaires concerne les employeurs exonérés de TVA et en particulier les secteurs de la banque et de l'assurance. Le Canard Enchaîné chiffre le coût de cette mesure à 300 millions d'euros par an mais un rapport du Sénat propose une autre évaluation à 137 millions d'euros annuels.

Quid du signal politique adressé à la veille de nouvelles mobilisations contre la politique du gouvernement? "Je n'ai pas peur des emplois de banquiers et je n'ai pas peur des banques non plus parce que (ce sont) de très nombreux emplois

dans notre pays", a assuré le porte-parole du gouvernement appelant à "conforter l'attractivité de Paris". "C'est créer du business, c'est créer de l'emploi. Ce qui compte derrière c'est de faire en sorte que ces emplois possibles qui vont quitter Londres puissent venir en France", plaide le porte-parole du gouvernement.

"On a des concurrences sur ces sujets. L'Allemagne, Francfort aujourd'hui, est encore dans les éléments d'attractivité meilleure que nous. On veut dire : 'Venez chez nous et vous serez bien accueillis'", a-t-il conclu.

huffingtonpost.fr

## VI) "Pour Macron, la légitimité politique prévaut sur les mouvements sociaux"



Dans la manifestation contre la réforme du Code du Travail le 12 septembre 2017. (SEBASTIEN SALOM GOMIS/SIPA)

**Emmanuel Macron a de nouveau provoqué l'indignation en assurant depuis New York que "la démocratie, ce n'est pas la rue". Décryptage avec le politologue Stéphane Rozès.**

Remy Dodet

Depuis Athènes, début septembre, Emmanuel Macron avait provoqué l'indignation en promettant qu'il ne céderait rien aux "fainéants", aux "cyniques", et aux "extrêmes".

Mardi, en marge de son discours à la tribune des Nations unies à New York, le président français a de nouveau fait dans le "parler cash" en assurant dans une interview à CNN : "La démocratie, ce n'est pas la rue".

Une sortie qui suscite de nombreuses réactions à quelques jours de la mobilisation contre la réforme du Code du Travail, de la CGT ce jeudi et de La France insoumise samedi 23 septembre. Est-ce une phrase du "vieux monde" empruntée à ses aînés ?

Une provocation, comme le pense l'opposition ? Entretien avec le politologue Stéphane Rozès, président de CAP et enseignant à Science-po.

LAPRESSEENREVUE.EU

## Emmanuel Macron ne fait-t-il pas un contresens historique en déclarant que "la démocratie, ce n'est pas la rue" ?

La révolution s'est faite dans la rue pour imposer peu à peu la démocratie. Mais une fois instituée, la démocratie passe par différentes voies, dont les mobilisations sociales. Mais dans notre pays, c'est la démocratie représentative qui fabrique les lois et gouverne. La formule est un peu lapidaire. Comme beaucoup de formules lapidaires, elle n'est pas fautive, mais incomplète. La démocratie a eu besoin de la rue pour s'imposer. Une fois qu'elle est instituée, ce n'est pas la rue qui donne le la, mais elle concourt à l'expression démocratique.

**Ses prédécesseurs à l'Elysée ont souvent tenu des propos similaires lorsqu'ils étaient confrontés à des manifestations. Emmanuel Macron a-t-il aussi voulu durcir le ton alors que se profile une mobilisation sociale contre ses réformes ?**

Non, je ne crois pas au propos tactique, c'est une formule qui vise à dire que la légitimité politique prévaut sur les mouvements sociaux. A fortiori, si peu de temps après l'élection présidentielle.

**Est-ce une réponse au procès en illégitimité ?**

Ce procès n'a pas de réalité dans le pays. Par son abstention lors des législatives, le pays consent à laisser se développer pour un temps l'expérience du macronisme. Ce qui signifie que pour un temps, le pays veut bien consentir à des efforts. Les Français voient qu'avec les ordonnances, le pays se met en marche. Mais s'il s'enlise, Emmanuel Macron aura perdu.

**Il avait déjà dénoncé "les fainéants" opposé à ses réformes. Ces formules peuvent-elle avoir un effet sur la mobilisation ?**

Les gens ne se mobilisent pas sur des formules. Ils se mobilisent contre des politiques ou quand ils voient leurs intérêts mis en cause. Une formule peut mettre des gens dans la rue si elle synthétise ou caractérise une situation préexistante et cristallise des mécontentements. Pour l'instant, nous sommes dans un moment politique où le pays est encore attentiste.

**Mais la côte de popularité d'Emmanuel Macron s'effrite dans l'opinion...**

Cette baisse dans les sondages s'explique par une contradiction qui apparaît aux yeux des Français. D'un côté, il affirme vouloir restaurer la souveraineté de la nation afin de pouvoir transformer le pays - c'est dans son discours donné devant le congrès réuni à Versailles, et ce furent les conditions de sa victoire. De l'autre, la politique gouvernementale semble guidée par la recherche d'un déficit en dessous des 3%, illustrée par tous les coups de rabot dans les dépenses, afin de donner des gages à l'Allemagne. Cette tension suffit à faire baisser Emmanuel Macron dans l'opinion mais elle n'entraîne pas une résistance dans le pays.

Au fond, beaucoup de l'avenir du macronisme dépend des élections allemandes et de la coalition

avec laquelle Angela Merkel devra gouverner. De là dépend la capacité d'Emmanuel Macron à obtenir des marges de manoeuvre pour transformer la France. Le reste, c'est de la littérature.

Propos recueillis par Remy Dodet

Remy Dodet Journaliste

L'OB

## VII) Christine Angot, la bulle médiatique et le néant

Par Nicolas Ungemuth



**FIGAROVOX/TRIBUNE - Pour Nicolas Ungemuth, la bulle médiatique créée par la sortie du dernier livre de Christine Angot, est incompréhensible au vu de la nullité criante de cette «œuvre».**

*Nicolas Ungemuth est rédacteur en chef adjoint culture au Figaro Magazine. Il est notamment l'auteur de Garageland (Hoëbeke), d'une biographie de David Bowie (Librio Musique) et du Roman du rock (Le Rocher).*

C'est le genre d'intitulé de rubrique qu'on peut trouver dans la presse féminine: «Il vaut quoi le dernier Angot?». Une interrogation à laquelle n'importe quel individu sensé répondrait: «Ben il est nul comme les autres, pourquoi cette question?». Cette évidence n'est pourtant pas du goût de tout le monde: le dernier ouvrage de «l'écrivaine» est traité comme un chef-d'œuvre par une grande partie de la presse, on en parle pour le Goncourt, et d'ailleurs, il est entré sur la première liste de ce prix décati (exercice: citez de mémoire les dix derniers prix Goncourt et détaillez leurs qualités. Vous avez quatre heures).

Avant de tâcher de trouver une explication à cet engouement délirant, il faut évoquer le livre. Christine Angot y parle de sa mère, comment elle a rencontré son père, comment elle a eu sa fille - elle, Christine Angot, à propos de qui d'autre pourrait-elle bien écrire?! -, alors que ce père

vivait avec une autre femme avec laquelle il a eu des enfants. Et puis, page 156, au cas où ses lecteurs ne seraient toujours pas au courant, elle explique que le géniteur la «sodomisait» régulièrement (c'est le quatrième roman évoquant l'inceste, d'autres parlaient de son expérience homosexuelle ou de ses aventures torrides avec des rappeurs oubliés du XXe siècle). Elle en a voulu à sa mère de ne pas avoir réagi, sa mère a culpabilisé. Puis Christine Angot (puisque dans le livre, l'héroïne s'appelle Christine Schwartz puis Angot) a culpabilisé de l'avoir fait culpabiliser. Voilà, c'est fini, comme dirait Jean-Louis Aubert. Alors?

**Alors, il faut évoquer la difficulté terrible à entamer, puis à finir ce livre : aucun être humain lecteur occasionnel ou régulier- n'est préparé à une écriture aussi spectaculairement catastrophique, à un vocabulaire aussi pauvre, à une ponctuation aussi mal employée.**

Alors, il faut évoquer la difficulté terrible à entamer, puis à finir ce livre: aucun être humain - lecteur occasionnel ou régulier- n'est préparé à une écriture aussi spectaculairement catastrophique, à un vocabulaire aussi pauvre, à une ponctuation aussi mal employée. Ce n'est pas un livre dur à lire comme peuvent l'être, au hasard, Normance de Louis-Ferdinand Céline, Finnegans Wake de James Joyce ou Exterminateur de William Burroughs: c'est un livre dur à lire tant il est mauvais. Certaines phrases, d'ailleurs, sont incompréhensibles: «Leur famille habitait Paris depuis des générations, dans le dix-septième arrondissement, près du parc Monceau, était issue de Normandie.» (repérée par Frédéric Beigbeder pour le Figaro Magazine)... Ou cet échange insane «Lui: J'aimerais beaucoup que tu viennes t'installer à Paris, et qu'on continue à se voir. Tu réfléchiras, Rachel? - Elle: Moi aussi j'aimerais Pierre.» Aimerait-elle Pierre, ou aimerait-elle s'installer à Paris si une virgule l'y autorisait? Mystère. Un peu plus loin, il y a aussi cette phrase exceptionnelle: «Il venait de perdre sa mère. Elle lui a écrit une gentille lettre.» Pour continuer d'achever le lecteur déjà sévèrement torturé, le livre de Christine Angot est constitué pour deux tiers de dialogues tellement affligeants que l'ouvrage prend des airs de pièce de théâtre logorrhéique écrite par un enfant vaguement demeuré:

«-Pierre!

-Oui.

-... Tu m'aimes?

-Regarde-moi.

-Je te regarde.

-Je t'aime Rachel.

-Moi aussi, tu sais.»

Ou, page 21:

«- Eh bien cette chanson.

-Oui.

-Cigarettes, whisky et p'tites pépées...

-... Oui...

-Eh bien...

-Pierre... Je ne dirai rien.»

Voire ce feu d'artifice page 58:

«- Ah la la mon Dieu, qu'est-ce que j'en ai marre, mon Dieu, mais j'en ai marre, j'en ai marre, j'en ai marre, mais j'en ai marre!... Mais j'en ai marre, mais marre, mais j'en ai marre, marre, marre, mais marre! J'en ai marre j'en ai marre j'en ai marre, mais qu'est-ce que j'en ai marre, mais qu'est-ce que j'en ai marre mon Dieu...» On notera l'audace lexicale: «l'auteure» tente avec les virgules, puis sans les virgules (sans les mots eût été ingénieux, parce que nous aussi, nous en avons marre). Plus loin, elle consacre une page entière à crier «Mémé!»... Christine Angot atteint une sorte d'Everest littéraire: à côté d'elle, Justine Lévy est Colette et Virginie Despentes, Marguerite Yourcenar.

Hélas, tout cela est d'un ennui colossal dans le fond, et cet ennui rend la lecture encore plus ardue qu'elle ne l'était déjà dans la forme. C'est le drame actuel de nombreux écrivains français : persuadés que leur vie est passionnante, ils se sentent obligés de la consigner et d'en faire profiter les multitudes.

Pour distraire le lecteur englué dans ce gruaux stylistique, elle lui offre quelques détails en guise de friandises: son pantalon est rouge, à trois ans elle va seule chez l'épicier, il y a chez elle du mimosa, sa mère lui insère son premier tampon hygiénique. Hélas, tout cela est d'un ennui colossal dans le fond, et cet ennui rend la lecture encore plus ardue qu'elle ne l'était déjà dans la forme. C'est le drame actuel de nombreux écrivains français: persuadés que leur vie est passionnante, ils se sentent obligés de la consigner et d'en faire profiter les multitudes. Christine Angot prend ses lecteurs pour autant de psychanalystes. Mais les psys sont payés pour écouter les attermoissements intimes de leurs patients alors que nous déboursions 18€ pour subir ceux de «l'écrivaine» (ce n'est pas le cas des journalistes recevant les livres gratuitement, ce qui explique sans doute leur étrange tolérance envers ce livre consternant).

**Enfin, l'histoire qu'elle ne cesse de ressasser de livre en livre est tragique, poignante, dramatique. Il faut respecter les drames, même si les drames ne font pas forcément de bons livres.**

Pourquoi, alors, ces dithyrambes hallucinés dans les gazettes? Peut-être parce que Christine Angot est une femme. Les femmes, c'est bien connu, écrivent de bons livres. Enfin, pas toujours: lorsqu'elles écrivent des livres douloureux, elles sont douées, on parle alors «d'auteures» ; si elles publient des romans joyeux, elles sont indignes de toute considération et se voient reléguées à la littérature «girly». Dans cette optique, dire que Christine Angot écrit des livres d'une médiocrité sensationnelle, c'est être macho, voire pro inceste ; dans tous les cas, c'est faire insulte au féminisme. Et puis là, «l'auteure» écrit un livre sur sa mère (un sujet qui peut potentiellement toucher ceux qui en ont une ou en ont eu une, soit beaucoup de lecteurs en perspective). Le critique qui en dirait du mal serait donc macho, pervers et anti-mère. Impossible!

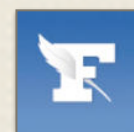
Enfin, l'histoire qu'elle ne cesse de ressasser de livre en livre est tragique, poignante, dramatique.

Il faut respecter les drames, même si les drames ne font pas forcément de bons livres (voir «Cent Familles - de la DDASS à la vie» de Jean-Luc Lahaye).

**Contrairement à ce qui est mentionné sur la couverture, il ne s'agit pas d'un roman mais d'un récit. Il n'a par conséquent rien à faire sur la liste du Goncourt.**

Avec son titre beau comme du Marc Lévy (Un amour impossible), et son côté collection Harlequin en version sinistre - il y a une voyante, des chansons de Dalida ou Catherine Lara et une néo Cosette ne demandant qu'à aimer son papa -, le livre de Christine Angot a donc bien fini par atterrir sur la liste du Goncourt, alors que contrairement à ce qui est mentionné sur la couverture, il ne s'agit pas d'un roman mais d'un récit. Et qu'il n'a par conséquent rien à y faire.

La prochaine fois, on lui suggère de signer un haïku: ce serait moins fatigant, moins cher pour les lecteurs, et tout aussi gagnant... Un vrai geste pour la planète.



Nicolas Ungemuth Auteur

LE FIGARO · fr

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**